



OBJET : *Etude et Réalisation d'un pavillon provisoire sur la zone
« parking » de l'école En-Sauvy*

Mandat d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte, à un degré

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIÈRES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT	3
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	5
4. EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES	8

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLÉTÉS A L'ADJUDICATEUR

· **Document B1**

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE CANDIDAT-E

(consultables et téléchargeables sur le site : <http://www.simap.ch>)

- Documents A1 et B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat.
- Conditions générales du contrat de mandat de la Ville de Lancy
- Extrait de cadastre RDPPF
- Plan de situation avec périmètres d'implantation et d'intervention
- Etude de faisabilité du bureau GEOS
- Extrait du dossier « Exposé des Motifs » de la Ville de Lancy

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Règlement SIA 102 et contrat SIA www.sia.ch (moyennant finance).
- Recommandations et directives techniques version 1.0 du service de l'énergie consultable sur le site www.geneva-city.ch/geneve/documents/energie1.pdf.
- Directives sur les matériaux proscrits et à proscrire, www.etat-ge.ch.
- Fiches CFC écologiques, www.eco-bau.ch.
- Règlement relatif à la construction, à la rénovation et à la transformation des locaux de l'enseignement primaire régulier et spécialisé. (RECLEP) C1 10 11 https://www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_C1_10P11.html

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

La commune de Lancy organise un appel d'offres en procédure ouverte à un degré pour le projet et la réalisation d'un pavillon provisoire comprenant 6 salles de classes sur la zone « Parking » de l'école En-Sauvy.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

L'appel d'offres est ouvert à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription au présent appel d'offres, d'un diplôme des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription au présent appel d'offres, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Commune de Lancy
Service des travaux, de l'urbanisme et de la mobilité
Route du Grand-Lancy 41
1212 Grand-Lancy

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Par le présent appel d'offres, la Ville de Lancy souhaite désigner un mandataire pour les prestations consistant à élaborer et à réaliser un projet de pavillon provisoire, pour une durée d'exploitation de cinq ans avec possibilité de prolongation de 5 années supplémentaires, sous forme de construction modulaire préfabriquée.

La Ville de Lancy cherche à favoriser une solution en préfabriqué bois, mais reste ouverte à d'autres propositions permettant d'améliorer les coûts et les délais. Le concept constructif devra tenir compte de la possibilité d'un démontage, remontage aisé et rapide sur un nouveau site à moyen terme.

2.2.2 Situation foncière et hypothèse d'implantation

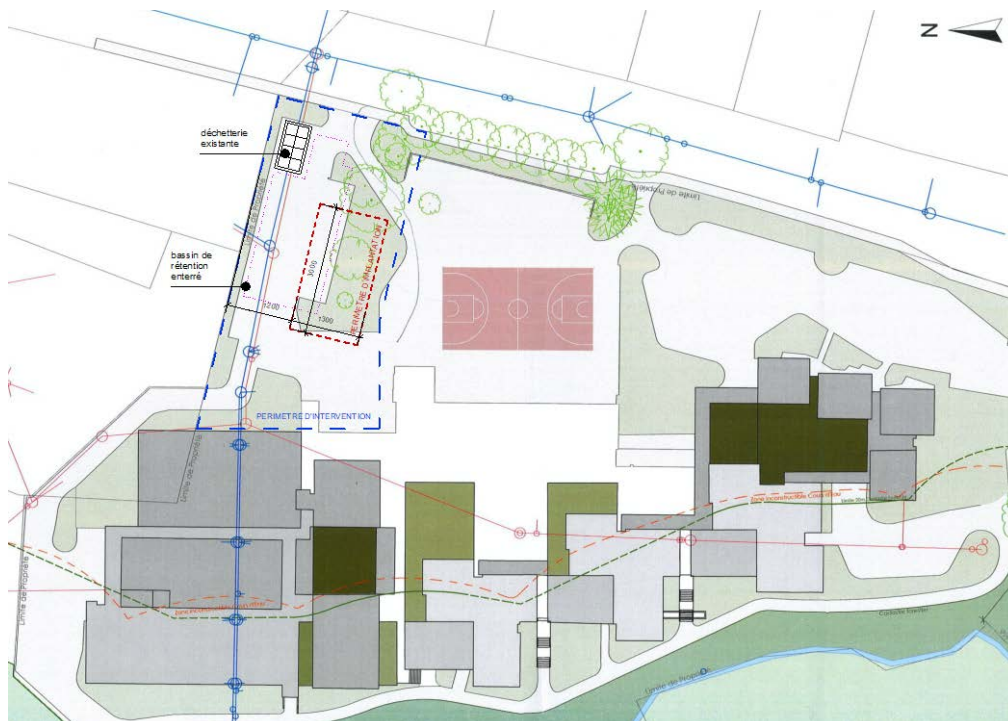
Le périmètre du présent concours porte sur la parcelle 3415 propriété de la Commune de Lancy et dévolu à l'école primaire En-Sauvy.

L'hypothèse d'implantation retenue par le Maître d'Ouvrage, situe le pavillon provisoire sur la zone nord-est de la parcelle, occupée actuellement par des places de parking extérieures.

Le candidat tiendra compte dans son étude, de la présence d'un bassin de rétention enterré (voir plan n° 1841-310 - GEOS ingénieurs civil - en annexe). Des travaux préparatoires, visant à la mise en œuvre d'une plateforme fondée sur pieux permettant d'accueillir le futur pavillon, feront l'objet d'une étude menée en parallèle par le mandataire spécialisé de la Ville de Lancy et ne font pas

partie du présent Appel d'Offres.

Le Maître d'Ouvrage attend du candidat une réponse sensible, mesurée et respectueuse du site et des valeurs patrimoniales de l'actuelle école construite par l'architecte Paul Waltenspühl en 1971-74.



2.2.3 Description de l'ouvrage

Répondant à la nécessité d'augmenter sa capacité d'accueil d'enfants à moyen terme, le pavillon provisoire abritera 6 salles d'études répondant aux exigences et normes du DIP et réparties sur 3 niveaux maximum.

L'usage du bois (en structure ou en revêtement) et des matériaux à faible impact environnemental est attendu ainsi que des choix constructifs et techniques favorisant le confort de l'occupant tout en limitant les consommations d'énergies inutiles.

Le pavillon devra respecter les prescriptions de l'Office cantonal de l'énergie (OCEN) et produire son propre besoin en chaleur.

2.2.4 Programme

- 6 salles de classe d'une surface unitaire de 80m²
- Installations sanitaires à chaque niveau (WC et lavabos distincts pour filles, garçons, personnes à mobilité réduite et corps enseignant)
- Accès et liaisons avec préau sécurisé.

2.2.5 Obligations légales et de sécurité

L'installation du pavillon provisoire respectera l'ensemble des prescriptions liées aux domaines de la sécurité et de la prévention des incendies et de la salubrité requises par l'Office des autorisations de construire (OAC); en particulier, ils se conformeront aux directives de l'Association des établissements

cantonaux d'assurance incendie (AEAI) à Berne, qui régit les normes de protection incendie.

2.2.6 Prestations du mandataire

Le Maître d'Ouvrage attend du mandataire les prestations suivantes:

3	Etude du projet	4.31 4.32 4.33	<ul style="list-style-type: none">• Avant-projet• Projet de l'ouvrage• Procédure de demande d'autorisation
4	Appel d'offres	4.41	<ul style="list-style-type: none">• Appels d'offres, comparaison des offres• Propositions d'adjudications
5	Réalisation	4.51 4.52 4.53	<ul style="list-style-type: none">• Projet d'exécution• Exécution de l'ouvrage• Mise en service, achèvement

Le mandat comprendra l'exécution des prestations complètes d'architecte, telles que définies dans la norme SIA 102, édition 2003.

2.2.7 Coût déterminant estimé pour le calcul des honoraires

Le coût total de l'ouvrage est estimé à 1'955'000.- HT, hors frais et honoraires.

2.2.8 Délais

Le Maître d'ouvrage attend un engagement du candidat à respecter scrupuleusement la planification intentionnelle ci-dessous:

Appel d'offres mandataires (publication)	novembre 2021
Sélection du mandataire	décembre 2021
Début du mandat	janvier 2022
Dépôt de la requête en autorisation	mars 2022
Début phase d'appel d'offres	avril 2022
Début des travaux (vacances scolaires)	juillet 2022

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délais pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **3 décembre 2021 à 16 heures**

auprès de : Commune de Lancy
Service des travaux, de l'urbanisme et de la mobilité
Route du Grand-Lancy 41
1212 Grand-Lancy

Horaires : Lundi au vendredi
de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30

Dossier expédié par la poste : le ou la candidat-e supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le candidat doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire.

Le ou la candidat-e devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le ou la candidat-e peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention suivante :

APPEL D'OFFRES PAVILLON EN-SAUVY « PARKING »

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- proviennent d'un ou d'une candidat-e dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidat-e-s suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de mises en concurrence soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Inscription et demande du dossier

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH

3.5 Émoluments d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émoulement d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de l'appel d'offres suite à la vérification des éléments ci-dessus, un ou une candidat-e sera également exclu de l'appel d'offres s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. De plus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêts

Aucun ou aucune candidat-e, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du groupe d'évaluation. Un conflit d'intérêts existe dès lors qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaires ou possède un lien de parenté avec un des membres du groupe d'évaluation, mais également avec un suppléant, un spécialiste-conseil ou l'organisateur de la procédure.

3.8 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de l'appel d'offres, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de l'appel d'offres, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps, est achevée au moment du lancement de l'appel d'offres et ne dépasse pas l'étendue des prestations comprises dans les «Études préliminaires», telles que définies dans les normes SIA 102, 103 et 108, voire dans la « Phase 31 – Avant-Projet » pour des situations exceptionnelles ;
- ne touche pas l'organisation de l'appel d'offres ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat-e ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au ou à la candidat-e concerné-e des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidat-e-s portant ou non la même raison sociale.

3.10 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.11 Sous-traitance

La sous-traitance est n'est pas admise.

3.12 Langue officielle de l'appel d'offres et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de l'appel d'offres et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le ou la candidat-e sont la propriété de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidat-e-s qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au ou à la candidat-e d'indiquer les pièces qu'il ou elle considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le ou la candidat-e a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES

4.1 Bases légales

L'appel d'offres est soumis à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: *NON*
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 : *NON*
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86

- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0)
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01)
- Règlement SIA 144 - Règlement des appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'État ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH ou commander auprès de la SIA.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidat-e-s à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant l'appel d'offres. Font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux candidat-e-s qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à l'appel d'offres, sans le consentement du ou de la candidat-e ;
- organiser l'appel d'offres avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de l'appel d'offres ;
- garantir un déroulement optimal de l'appel d'offres ;
- transmettre le tableau d'évaluation à tous les participants ainsi qu'au secrétariat de la FAI/CCAO ;
- Appliquer les recommandations cantonales édictées par la Commission Consultative instituée par le Règlement sur la passation des marchés publics.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : 12 novembre 2021 à 16 heures.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé et transmises sur la plateforme internet simap.ch / par e-mail 19 novembre 2021.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable sur la plateforme internet simap.ch / sous forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidat-e-s. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procèdera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature.

L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidat-e-s

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un participant dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, les suivants :

CRITÈRES D'ADJUDICATION	PONDÉRATION
Compréhension de la problématique	35 %
<ul style="list-style-type: none">• qualités architecturales et intégration dans le site• concept constructif et technique visant à optimiser le planning	
Qualité économique globale de l'offre	30 %
<ul style="list-style-type: none">• prix• crédibilité du prix (heures, tarifs...)	
Références du ou de la candidat-e	20 %
<ul style="list-style-type: none">• 3 références en rapport avec le type marché à exécuter	
Organisation du ou de la candidat-e	15 %
<ul style="list-style-type: none">• effectif du bureau• proposition d'organisation et pilotage visant à optimiser le planning	
Total	100%

4.8 Évaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidat-e-s et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidat-e-s préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un ou une candidat-e reçoive la note 0 ne signifie pas que le ou la candidat-e soit mauvais-e. Cela peut définir une note attribuée soit à un ou une candidat-e qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un ou une candidat-e dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidat-e-s, ce ou cette candidat-e est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au dixième (par exemple : 3.4), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la **méthode linéaire** suivante: note maximale (5) auquel il est soustrait le quotient obtenu en divisant le montant de l'offre du ou de la candidat-e diminuée du montant de l'offre la moins disant par le montant moyen des

différentes offres diminué du montant de l'offre la moins disant. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disant.

$$\text{Note du ou de la candidat-e (arrondie au dixième)} \\ = 5 - [(H \text{ offerts} - H \text{ min}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min})]$$

H offerts : montant des honoraires offerts en francs

H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

H. moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'Ouvrage

4.12 Groupe d'évaluation

Pendant la durée de l'appel d'offres, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un groupe d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom, prénom, fonction, formation :

Membres non professionnels dépendants du MO

- *Salima Moyard – Conseillère administrative*
- *Nicolas Hasler – Chef du service de l'environnement et du développement durable*

Membres professionnels dépendants du MO

- *Lionel Bionda – Architecte. Chef du secteur travaux*
- *Stéphane Rudaz – Architecte - Service des travaux de l'urbanisme et de la mobilité*

Membres professionnels indépendants

- *Fernando Lopes – Architecte EPFL*

Experts

- *Philippe Grange – Ingénieur civil*

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un ou une candidat-e ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous ou à toutes les candidat-e-s.

4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, dûment motivée, aux candidat-e-s qui auront participé à l'appel d'offres et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat-e recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous ou toutes les candidat-e-s.

La décision d'adjudication et le tableau d'analyse sera également transmis au secrétariat de la FAI/CCAO.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout-e candidat-e qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du ou de la candidat-e qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le ou la candidat-e est informé-e que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de l'appel d'offres (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de l'appel d'offres (à compter de la date de publication ou du lancement du nouvel appel d'offres) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire le bureau sur une liste, si existante, de candidat-e-s qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente généralement le Tribunal administratif de la République et canton de Genève dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du ou de la candidat-e, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le ou la recourant-e ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, par les candidat-e-s lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication ; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 EST applicable.